

LES DROITS DE L'HOMME.

Rue de la Harpe 92.

Liberté, Égalité, Fraternité, Association, Alliance des Peuples.

Principes fondamentaux de la République.

Quelque sujet que l'on traite, quelque thèse que l'on soutienne, il faut avoir des lois régulatrices, qui nous servent comme de compas pour apprécier la valeur des faits et des idées et en connaître les rapports. Ces lois nous les appelons principes. Il y a deux ordres de principes : des principes seconds et des principes fondamentaux. Les principes seconds ne peuvent régir que des idées et des faits particuliers. Les principes fondamentaux sont des vérités éternelles, immuables, universelles ; spécialisons à l'ordre social ces propositions.

Le caractère des PRINCIPES FONDAMENTAUX de toute société, c'est d'être antérieurs et supérieurs à toute constitution et à toute loi politique ; c'est à eux de régir les doctrines, les théories, les systèmes, les gouvernements : qu'ils n'y soient point subordonnés. Ces principes indélébiles, écrits dans l'organisation de tout homme, nous les formulons par ces mots : *Liberté, Égalité, Solidarité*. Ils trouvent pleinement chacun dans soi-même et dans les deux autres leur limite et leur sanction naturelles.

Si Pierre est libre, Paul doit l'être aussi, car Pierre et Paul étant deux êtres de même nature, éprouvent également le besoin d'être libres, bien qu'à des degrés divers. Si Paul a tel droit, Pierre a un droit égal, c'est-à-dire équivalent ; car Pierre et Paul sont deux êtres de même nature. Si Paul viole le droit de Pierre, Jacques a devoir d'intervenir en faveur de Pierre, car Pierre et Jacques sont solidaires ; car si l'attentat de Paul reste impuni, Jacques demeurera menacé d'un attentat analogue : car le sentiment de la justice lui crie sans cesse : « Fais pour Pierre ce que tu voudrais que Pierre fit pour toi. » La loi de solidarité implique un second ordre de droits et de devoirs ; elle veut que les hommes s'indemnisent les uns les autres des sinistres qu'ils auraient subis. Mais on conçoit que cet ordre de garantie ne peut aucunement porter atteinte au principe de la liberté.

Des principes que nous venons de poser, il résulte que le droit des majorités a sa raison d'être, sa raison légitime ; mais il résulte également que ce droit n'est point absolu, qu'il doit s'arrêter et s'incliner devant les droits fondamentaux. Ainsi le problème consiste à savoir concilier ces deux principes jumeaux : la liberté individuelle et le gouvernement politique des majorités.

Le journal *Les Droits de l'Homme* s'inspirera constamment des trois principes fondamentaux dont nous avons donné la formule.

1° Il revendiquera pour tout le monde l'exercice de toutes les libertés : *Liberté politique, liberté de la parole, liberté de la presse, liberté d'association, liberté d'enseignement, liberté des échanges, liberté industrielle*. Toutes ces libertés s'appellent, se supposent, s'enchaînent, s'engendrent, se défendent, se fécondent les uns les autres.

2° Il combattra avec force et persévérance le privilège et le monopole ; le but de nos efforts sera de faire passer dans les mœurs et dans la loi sociale le principe de l'égalité. Cela ne veut pas dire que la société actuelle doit nécessairement arriver de prime-saut à l'égalité sociale ; nous pensons qu'il faut avoir égard aux circonstances et aux faits de force majeure, qu'il sera prudent de se contenter, à titre d'à-compte, d'une partie de nos droits naturels, sauf à marcher activement et progressivement à la conquête du reste. Mais ce qui, à nos yeux, ne fait aucun doute, c'est qu'il importe d'entrer résolument dans la voie de l'égalité de fait, de s'avancer sans dévier et d'un pas ferme vers le but que nous voulons atteindre. Démocrates, c'est à ce thermomètre que vous devez juger de la loyauté et de la valeur de vos délégués et de vos magistrats.

On a fait au principe de l'égalité cette objection. Il serait, selon ses détracteurs, spoliateur du droit légitime, et armerait contre lui en France la généralité des propriétaires. Nous ne pouvons, on le sent, nous expliquer ex-abrupto sur cette grave question ; mais nous nous engageons formellement à démontrer de la ma-

nière la plus nette et la plus concluante, 1° Que notre principe égalitaire ne froisse en aucune manière aucun droit légitime, qu'il n'atteint que l'usurpation et le monopole ; 2° Que les 20 millions de petits propriétaires dont on argumente, trouveraient dans ce principe une augmentation notable d'avoir et de sécurité, et que, en outre, l'accroissement de leurs familles ne pourrait, sous ce régime, ni diminuer leur fortune ni leur susciter aucun embarras ; ce qui est impossible sous le régime actuel.

3° Notre journal démontrera que le principe de la solidarité, étant d'ordre fondamental, doit trouver sa sanction non seulement dans la morale pratique, mais encore dans les lois civiles et politiques. Quant à l'application, nous pensons qu'on y peut parvenir par divers moyens. C'est l'économie politique et sociale qui nous donnera la clef de ce grand problème. Pour aider à le résoudre, nous soumettrons nous-mêmes à la discussion publique divers plans, diverses combinaisons pratiques.

On parle beaucoup d'Organisation du Travail, de Socialisme, de Communisme. Nous nous expliquerons sur ces théories d'une manière franche et complète. Nous revendiquons pour toutes les idées le droit de se produire ; à toutes dans notre journal le droit de cité. Sort en partie, soit dans leur ensemble, les théories sont vraies ou fausses : il faut savoir s'approprier ce qu'il y a de vrai dans chacune d'elles, rejeter ce qu'il y a de faux.

Étudions tous les systèmes, n'en épousons aucun. Pour lever toutes les objections à cet égard, n'avons-nous pas notre règle de certitude : *Liberté, Égalité, Solidarité* ? Avant de prononcer sur les systèmes, passons-les à ce creuset. Permis donc aux doctrines, aux théories, aux systèmes, de faire appel aux convictions, et d'asseoir là-dessus leur action pratique. Que cette action n'aille point au-delà ; on deviendrait criminel du jour où l'on prétendrait imposer. Les systèmes sont des droits, ils ne sauraient être des devoirs ; nul ne peut prétendre avoir acquis le caractère de l'obligatoire et de l'absolu. *L'organisation du travail, le Socialisme, le Communisme* témoignent de sentiments louables, généreux ; ils se patronent de la science économique. Ils ont donc droit à la bienveillance, à la sympathie des républicains. Il n'en pourrait être ainsi, si ces systèmes prétendaient au monopole gouvernemental. De même que toute religion d'état, ils nésaient alors rien moins que la négation de toute liberté. Entre le socialisme, le communisme volontaire et le socialisme, le communisme d'état, il y a un abîme : il y a tout l'espace qui sépare la liberté du despotisme.

Démocrates, Socialistes, Communistes de toutes les nuances, associez-vous de la manière qui vous plaira. Associez-vous à dix, à cent, à mille, à cent mille ; rien là que de très-légitime, de très-louable. Mais qu'il soit bien entendu que vous ne prétendez point violenter ceux qui n'ont pas de convictions identiques aux vôtres. Posée en ces termes, la question se résout d'elle-même : Socialistes, Communistes, Républicains de toutes nuances se tendent la main. Tous Républicains, qu'ils se donnent le baiser fraternel.

Qu'importe, en effet, que nous divergions sur les voies et moyens, si nous sommes d'accord quant au point de départ, quant aux principes et quant au but ? Nous cherchons la cité future, la divergence des modes d'expérimentation est la condition même du progrès.

T. DEZAMY.

Nous offrons aux Communistes de toutes nuances de solennels remerciements pour la puissance d'abnégation dont ils font preuve. Ils comprennent parfaitement que la réalisation de leurs théories ne doit point être l'œuvre de la violence ni de l'autorité ; c'est de la persuasion et de la libre association qu'ils l'attendent.

Un citoyen connu par l'inébranlable constance de son dévouement républicain, et souvent frappé par ces lâches persécutions au moyen desquelles le pouvoir exerce que nous venons d'ensevelir à jamais sous nos barricades s'efforçait d'étouffer toute pensée généreuse,

le citoyen Raspail a publié hier son deuxième numéro de l'*Ami du Peuple*. On y lit ce qui suit :

VOTE DES CITOYENS.

Tout homme né en France et inscrit sur l'état civil est citoyen français.

Tout citoyen français âgé de 18 ans au moins est électeur et éligible, là où il a son domicile ; et s'il est dans la plénitude de sa raison, il fait partie de la souveraineté nationale.

Les Français étant égaux devant la loi, on ne saurait établir aucune catégorie parmi eux, quand il s'agit du droit et du devoir.

La naissance et la fortune ne confèrent plus de privilèges. Le vote du pauvre a la même valeur, dans la balance de la discussion, que le vote du riche.

Le gouvernement provisoire est tenu d'indiquer le jour, l'heure et le lieu, dans le plus bref délai, où doivent se faire les élections générales de la garde nationale d'abord, et, celles-ci une fois terminées, les élections des représentants du peuple à la Convention nationale.

Tout vote sera nécessairement précédé d'une réunion préparatoire, dans chaque quartier d'arrondissement.

Défense, au nom de la patrie, d'user, dans ces réunions, de moyens d'influence autres que ceux de la discussion de bonne foi.

Dès que les titres des candidats auront été suffisamment débattus, l'assemblée préparatoire clora la discussion, et l'urne sera ouverte.

Tout citoyen inscrit se présentera avec sa carte d'inscription pour déposer son vote en silence, et il sortira à l'instant de la salle.

Le dépouillement du vote aura lieu deux jours après que le vote aura commencé, en public, et par les soins du bureau élu à cet effet préalablement à la réunion préparatoire.

Défense de proférer un cri d'improbation ou d'approbation, soit pendant, soit après le dépouillement du vote.

Tout par la raison, rien par la surprise, et moins que rien par la violence.

Le résultat du vote, c'est l'ordre du souverain ; que chacun s'incline devant la majesté de la volonté générale. Nul n'a plus le droit d'avoir une autre volonté. La majorité légale se compose des deux tiers du nombre des votants.

Cette mesure recevra son exécution immédiate. Tout à la capacité ! car une République ne s'administre pas par des sinécures. Tout à la probité et à la moralité ; car la République soit toujours atteindre et faire dégorger les concussionnaires. Or, la capacité et la moralité ne se constatent que par les épreuves préparatoires de l'élection.

Ainsi, Messieurs du provisoire, profitez de cet interrègne du peuple, pour vous dépouiller du vieil homme, et acquérir une suffisante dose de capacité et de probité. Travailler beaucoup et se contenter de peu, c'est la manière de vivre des Républicains anciens et modernes.

Vaincues et honnies hier, les couleurs tricolores sont aujourd'hui acclamées par l'aristocratie d'une manière triomphante, comme insigne réactionnaire. On se convie à s'armer pour contenir ce qu'on appelle insolemment la populace.

J'entends partout les aristocrates dire : « Mettons-nous dans la garde nationale ; il est temps que cela finisse. » Les *Débats*, la *Presse*, et *Tutti Quanti* insultent notre drapeau des barricades, qu'ils appellent un drapeau souillé et sanglant.

A voir tant d'audace, quel cœur républicain ne saignerait d'indignation et de colère ! Sommes-nous donc déjà descendus au temps de Fréron et de la jeunesse dorée ?

Que faire ? Protester contre la réaction, sans incriminer le Gouvernement, qui n'est coupable que de faiblesse. Réservons la question ; l'Assemblée constituante décidera. En attendant, conservons, nous, nos couleurs rouges : le Gouvernement lui-même porte notre ruban et notre écharpe.

Mais ne bornons pas là notre vigilante sollicitude. Proclamons des garanties positives. L'hôtel-de-Ville, le 24 février, n'a pas failli à ce devoir : imitons les combattants républicains.

Jeudi, 24 février, les combattants républi-

cains, maîtres de l'hôtel de ville, proclamèrent ce qui suit :

1° Déchéance de Louis-Philippe, de sa famille et de tous le Bourbons, abolition du gouvernement et du régime monarchiques ;

2° Mise hors la loi des officiers ou chefs de corps qui feraient ou laisseraient tirer sur le peuple, ou qui refuseraient de remettre leurs armes et leurs munitions, lorsqu'ils en seraient requis par le gouvernement provisoire ;

3° Assemblée constituante républicaine, basée sur les principes suivants :

La forme républicaine est de droit. C'est un principe fondamental supérieur aux constitutions et aux lois. Les constitutions et les lois régissent et organisent la république, mais elles n'ont de légitimité qu'autant qu'elles sanctionnent le principe républicain, le principe de la démocratie pure.

Principes fondamentaux de la République française.

1° Suffrage universel, direct et absolu ;

2° Liberté illimitée et sans entraves de la parole et de la presse ;

4° Armement immédiat de l'universalité des citoyens ;

5° Point de milices soldées quant à l'intérieur.

Ce programme, proposé par le citoyen T. Dezamy, fut énergiquement acclamé à la presque unanimité. A l'appui de notre assertion, nous pouvons invoquer les témoignages de beaucoup de citoyens que nous avons reconnus, entre autres :

1° Le témoignage du citoyen Delestre, membre du conseil général et l'un des principaux organisateurs du banquet ;

2° Le témoignage du citoyen Landolphe, lui et les citoyens Dezamy et Delestre déclarèrent les premiers à l'ex-conseil général, que le peuple ne souffrirait pas qu'il fût parlé de monarchie et que leurs mandats avaient cessé ;

3° Le témoignage du citoyen Pelassy-De-lousle, officier de la 12^e légion et membre de l'ex-conseil général ;

4° Le témoignage du citoyen Collet, capitaine à la 12^e légion, l'un des vainqueurs républicains ;

5° Le témoignage du citoyen Denissel, capitaine à la 11^e légion, actuellement gouverneur des Tuileries ;

6° Le témoignage du citoyen Feuillade, actuellement président du club du collège de France ;

7° Le témoignage du citoyen Laviron, artiste et homme de lettres ;

8° Le témoignage du citoyen Léon Malle-

ville, ex-membre de la chambre des députés.

En prenant acte de ce fait, nous n'avons d'autre but que de constater quel fut le vrai caractère de la Révolution du 24 février. Nous désirons sincèrement n'être à jamais obligé de rappeler à la mémoire des pouvoirs publics ce nouveau programme de l'Hôtel-de-Ville.

Les journaux contre-révolutionnaires embrassent notre République naissante. Beaucoup applaudissent ; nous autres, nous voyons un motif de plus de maintenir nos défiances ; nous préférons toujours des ennemis avoués à de faux frères.

Le père Lacordaire vient de placer, à Notre-Dame, sur sa tunique de dominicain, une carmagnole républicaine. Il semble revendiquer pour le catholicisme la direction de notre République ; il s'associe à notre triomphe. Républicains, défions-nous de ces amis trop zélés ou trop tôt convertis. Aujourd'hui, ils embrassent la statue de la Liberté ; naguère ils la frappaient au visage. Ils invoquent le droit de tout dire, et ils ont raison ; mais naguère encore ils tenaient en main les ciseaux de la censure : ils s'opposaient par le réquisitoire à la discussion de leurs doctrines. L'abbé Lacordaire lui-même faisait condamner par les tribunaux le citoyen T. DEZAMY, pour s'être permis de faire de ses prétendues conférences une critique philosophique pleine de loyauté et de modération, comme l'abbé le reconnaissait lui-même.

Quelques personnes de peu de conviction républicaine se demandent si les puissances reconnaîtront le nouvel ordre de chose. Nous tenons fort peu à de telles sympathies. Nous nous sentirions humiliés que le Gouvernement provisoire fit la moindre démarche pour cela. La République française est comme le soleil : aveugle, mille fois aveugle qui ne la voit pas ! La République de 92 jeta en défi aux monarchies européennes la tête d'un roi ; nous n'avons pas besoin de tant d'audace pour les terrifier ! Que les peuples tressaillent d'allégresse ! nous avons inscrit la *solidarité internationale* au nombre de nos principes fondamentaux. Si les rois sont frères, les peuples le sont aussi. Or le monde sait qu'à ses principes le peuple français a voulu et puissance de joindre l'action.

— Milan est en pleine terreur. La loi martiale y est proclamée, et les précautions les plus rigoureuses sont prises contre la population. Le gouvernement autrichien ne manque aucune occasion d'exaspérer les esprits. On attend d'un moment à l'autre l'explosion de cette population poussée au désespoir. L'Autriche est frappée de cet esprit d'aveuglement qui a perdu Charles X et Louis-Philippe.

Quelle clémence, quelle magnanimité dans notre République française ! Que de lâcheté et de violence chez les princes ! Que le monde compare et juge.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

PROCLAMATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Considérant que la révolution, faite par le peuple, doit être faite pour lui ;

Qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques souffrances des travailleurs ;

Que la question du travail est d'une importance suprême ;

Qu'il n'en est pas de plus haute, de plus digne des préoccupations d'un gouvernement républicain ;

Qu'il appartient surtout à la France d'étudier ardemment et de résoudre un problème posé aujourd'hui chez toutes les nations industrielles de l'Europe ;

Qu'il faut éviter le moindre retard à garantir au peuple les fruits légitimes de son travail ;

Le gouvernement provisoire de la République arrête :

Une commission permanente, qui s'appellera *Commission du gouvernement pour les travailleurs*, va être nommée avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort.

Pour montrer quelle importance le Gouvernement provisoire de la République attache à la solution de ce grand problème, il nomme président de la *Commission de gouvernement pour les travailleurs* un de ses membres, M. Louis Blanc, et pour vice-président un autre de ses membres, M. Albert, ouvrier.

Des ouvriers seront appelés à faire partie de la commission.

Le siège de la commission sera au palais du Luxembourg.

ARMAND MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ARAGO, ALBERT, MARIE, CRÉMIER, DUPONT (DE L'EURE), LOUIS BLANC, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, LAMARTINE.

Par arrêté du Gouvernement provisoire du 28 février :

M. Cormenin, conseiller d'Etat en service ordinaire, est nommé vice-président du conseil d'Etat.

Aujourd'hui, à deux heures, les membres du Gouvernement provisoire étant réunis à l'Hôtel-de-Ville, M. Richard Rush, ambassadeur des Etats-Unis, a été introduit dans la salle des délibérations. Il était accompagné de M. Martin, premier secrétaire d'ambassade, et du major Poussin, qui a longtemps habité la république du nord de l'Amérique.

M. R. Rush a prononcé le discours suivant :

Aux membres du Gouvernement provisoire de la République française.

« Messieurs,

« Représentant des Etats-Unis, chargé des intérêts et des droits de mon pays et de mes concitoyens résidant en France, et trop éloigné pour attendre des instructions, je saisis la première occasion de vous offrir mes félicitations, persuadé que mon gouvernement sanctionnera la démarche dont je prends l'initiative. Je ne saurais non plus manquer de vous dire que le souvenir de l'alliance et de la vieille amitié qui ont uni la France et les Etats-Unis est encore vivant et plein de force parmi nous. Je suis bien persuadé qu'un cri universel et puissant s'élèvera dans mon pays pour souhaiter à la France prospérité, bonheur et gloire, sous l'empire des institutions qu'elle inaugure, sauf la ratification de la volonté nationale. Tous les Américains auront l'ardent espoir que, grâce à la sagesse de la France, ces institutions auront pour le genre humain les heureux résultats

dont la conduite magnanime de la nation, dans ces derniers événements, est un gage si rassurant. C'est sous l'empire d'institutions pareilles que les Etats-Unis jouissent depuis soixante-dix ans d'une prospérité constante, avec un gouvernement d'une uniforme stabilité ; et si l'Union laisse invariablement aux autres pays le choix de leur gouvernement, sans intervenir en aucune façon, elle se félicitera naturellement de voir cette grande nation fleurir sous les institutions qui lui ont assuré à elle-même les bienfaits de l'ordre social et de la liberté publique.

« Permettez-moi, messieurs, d'employer les mots dont le grand et excellent Washington, l'immortel fondateur de notre République, s'est servi dans une occasion pareille à celle-ci, et de terminer cette adresse en ajoutant à mes félicitations le souhait fervent que « l'amitié des deux Républiques soit égale à leur durée. »

M. Arago a répondu :

« Les membres du Gouvernement reçoivent sans surprise, mais avec un vif plaisir, l'assurance des sentiments exprimés par M. l'ambassadeur des Etats-Unis ; la France n'attendait pas moins d'une alliée dont elle se rapproche aujourd'hui intimement par la proclamation de la République. Le Gouvernement provisoire vous remercie des vœux que vous faites pour la grandeur et la prospérité de la France. Il aime à répéter comme vous les paroles de Washington, et il a la ferme confiance que ces paroles ne seront pas seulement un désir, mais une réalité. »

M. Dupont (de l'Eure) s'approchant alors de l'ambassadeur, lui a dit :

« Permettez-moi, monsieur, en vous serrant la main, de vous persuader que le peuple français serre la main du peuple américain. »

Ces messieurs sont sortis reconduits par trois membres du Gouvernement provisoire ; la garde a présenté les armes, et les cris de *Vive la République des Etats-Unis !* ont salué l'ambassadeur.

Le Gouvernement provisoire a reçu aujourd'hui la visite officielle des ministres de la république Argentine et de la république de l'Uruguay.

— Voici la lettre d'adhésion adressée par M. le maréchal Bugeaud au ministre de la guerre :

« Monsieur le ministre,

« Les événements qui viennent de s'accomplir, le besoin d'union générale pour assurer l'ordre à l'intérieur et l'indépendance à l'extérieur, me font un devoir de mettre mon épée au service du gouvernement qui vient d'être institué.

« J'ai toujours considéré comme le plus saint des devoirs la défense du territoire de la patrie.

« Je vous prie de m'accuser réception de cette déclaration, et de recevoir l'assurance de ma haute considération.

« DUC D'ISLY. »

— Les détenus politiques nécessaires sont invités à se rendre rue de l'Echiquier, 27, chez M. Hibbert, qui leur fournira tous les secours qui leur sont nécessaires.

— La rue Valois-Palais-Royal a été saluée ce matin du nom de rue du 24 février. On sait que la fusillade a été fort vive dans cette rue.

— Un témoin oculaire digne de foi nous a rapporté le fait suivant. Son mari amène chez eux un garde municipal désarmé. Ils l'hébergent et le sauvent. Le garde municipal leur raconte que le duc de Nemours n'avait cessé de les surexciter. Il a visité plusieurs fois leur caserne, et leur versait lui-même du vin. Les chefs les forçaient à boire, pour ainsi dire, sous prétexte de porter la santé du prince. Presque tous étaient ivres lorsqu'ils sortirent pour massacrer les citoyens.

Voilà par quels procédés les rois maintiennent leur gouvernement paternel. Honte et exécration !

— Les Polonais résidant à Paris ont présenté une adresse au Gouvernement provisoire pour lui offrir de former une légion qui serait à la disposition de la République.

— La Société démocratique polonaise, section de Paris, conduite par son comité central, faisait partie du cortège patriotique qui a accompagné le Gouvernement provisoire de la place de l'Hôtel-de-Ville jusqu'à la Bastille. Là, avec l'immense concours des citoyens qui s'étaient rendus à cette grande solennité, elle a salué de ses acclamations chaleureuses la proclamation de la République.

— Mardi soir, Louis-Philippe disait à un ambassadeur étranger : « Je suis tellement à cheval, ou si vous l'aimez mieux, si bien à califourchon sur mon gouvernement, que je ne redoute ni un changement de ministère, ni une désobéissance à mes volontés. »

— Le citoyen Delêtre, boucher, rue St-Jacques, 190, a mis à la disposition des 11^e et 12^e arrondissements de Paris, 1,200 livres de viande ; pour subvenir aux besoins des citoyens nécessiteux.

— La nouvelle de la mort de Louis-Philippe ne paraît pas se confirmer. Il s'est embarqué à Eu pour l'Angleterre ; mais depuis son embarquement, on n'a rien d'officiel sur ce qui a pu lui ar-

river. On ignore où se trouvent MM. de Nemours et de Montpensier. On a lieu de les croire encore en France.

— Les enrôlements volontaires pour les vingt-quatre bataillons de la garde nationale mobile marchent avec une grande activité. Les cadres sont presque entièrement remplis.

L'attitude martiale et énergique de ces braves jeunes gens prouve que les forces de notre héroïque patrie n'ont point dégénéré. C'est l'enthousiasme de 92. Plus de 30,000 hommes, dit-on, se sont déjà fait inscrire.

Le devoir du gouvernement est d'habiller au plutôt ces volontaires et de les diriger sur les frontières. S'il les laissait trop longtemps dans Paris, il s'exposerait à entendre des interprétations fâcheuses.

Quant à l'objet de l'enrôlement, ce ne peut être assurément la crainte du danger, mais une simple précaution militaire. Aucune puissance n'osera nous déclarer la guerre. Puisse bien vite une coalition de rois se former ! La délivrance des peuples aura sonné une heure plus tôt.

— La Société Républicaine du Collège de France s'assemble ce soir 1^{er} mars, à 7 heures, rue des Poirés.

— La société des *Droits de l'Homme* s'assemble tous les jours à 8 heures du soir, rue St-Martin, au Conservatoire des Arts-et-Métiers.

— Une société populaire s'assemble tous les soirs, rue Traversière, 15 (faubourg-Antoine), à 8 heures.

— Une autre société démocratique s'assemble rue Charonne, à 8 heures du soir.

— La Société populaire du XI^e arrondissement tiendra sa première séance dans l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine, demain jeudi 2 mars, à 7 heures du soir.

— Nouvel accident sur le chemin de fer du Nord. Trois personnes tuées et 20 blessées.

Le télégraphe manœuvre continuellement pour annoncer de nouvelles adhésions au gouvernement républicain. Le mouvement est universel en France. Presque partout l'allégresse et l'enthousiasme.

Plus de deux mille ouvriers se sont présentés hier à l'Hôtel-de-Ville pour réclamer l'Organisation du Travail ; ils ont été bien accueillis par M. Louis Blanc, l'auteur de la brochure intitulée : *Organisation du Travail*. Les clubs nombreux déjà organisés à Paris sont unanimes sur cette question quant au principe.

Un avis du directeur général des postes informe que la circulation a été rétablie, hier 29, sur toute la ligne du chemin de fer du Nord. Il en sera bientôt ainsi sur toutes les autres. Quelques-unes avaient été endommagées.

On lit dans le *Peuple constituant* :

La République ne doit pas seulement sauver la France. Elle est appelée à exercer en Europe une influence profonde, et à préparer au-delà de nos frontières, comme sur notre territoire, l'avènement d'une société nouvelle.

Il ne s'agit plus pour elle, comme à une autre époque, de porter la guerre de toutes parts. Cette physionomie conquérante ne saurait s'allier à ces principes éternels de droit qui doivent être la base de notre Gouvernement républicain.

Mais il ne faut pas croire, d'un autre côté, que la République doit se replier modestement sur elle-même. Sa nature, comme celle de tous les organismes puissants, demande à s'étendre et à se développer au dehors. Elle périrait bien vite si on l'emprisonnait dans d'étroites limites.

Voilà pourtant qu'on lui conseille déjà de se tenir sur l'expectative, d'attendre avec une certaine modestie les bruits du dehors et de prendre un air de diplomatie en face des royaumes qui l'environnent.

Ce n'est pas sans un sentiment d'amère tristesse que nous avons lu ce matin, dans le *National*, les paroles suivantes :

« L'expectative est le parti qu'il importe de suivre ; c'est la politique qui sauvera nos intérêts et ceux de l'Europe. De là nous verrons les événements marcher, nous reconnaitrons parmi les peuples ceux qui ont le plus de tendances à renouveler leur état social, et nous ne viendrons aucunement troubler par une intervention intempestive le travail d'idées qui les affranchit. Notre exemple, notre appui moral sont suffisants pour modifier l'Europe ; nos armes ne feraient que retarder cette modification et en interrompre le cours régulier. Mais il est un cas où, de toute nécessité, il faudrait sortir de l'expectative : ce serait celui où l'Autriche, ne se bornant pas à demeurer sur la défensive, attaquerait elle-même et envahirait l'Italie. Soit qu'elle marche sur la Toscane, sur Rome ou sur Naples, soit qu'elle dirige ses troupes contre le Piémont, la République française aurait l'obligation étroite de s'opposer à cet acte d'agression et de violence, et d'offrir à l'Italie le secours d'une armée et d'une flotte. »

Est-ce donc là le langage qui convient à notre République ? Mais quoi ! le César de Vienne sera sacré pour nous, s'il veut bien se contenter de la Lombardie ! Nous devrions attendre le travail d'idées qui doit affranchir la Galicie dans les mains de l'Autriche, et la Pologne dans celles du tyran moscovite !

Mais c'étaient là les conseils du *Journal des Débats*, après la révolution de Juillet. Qu'on y prenne garde, on étoufferait encore la voix française pour plusieurs années, en la enfermant encore dans un trop petit bassin.

La République n'est pas et ne doit pas être conquérante, parce que la conquête est presque toujours un outrage aux lois même de l'humanité. Mais la République est essentiellement révolutionnaire, c'est-à-dire que pour ne pas se trahir elle-même, elle doit favoriser, par un concours énergique, le mouvement des nationalités, et créer pour ainsi dire autour d'elle comme un nouveau printemps de races humaines.

Ce n'est pas pour le rouler autour d'un morceau de bois que nous avons arboré, il y a trois jours, le drapeau de la République ; c'est pour l'agiter aux yeux des esclaves et assurer l'empire du droit moderne.

Ecartons, écartons de notre société nouvelle les inspirations fatales de cette politique d'hier. Les ennemis de la Révolution seraient trop heureux de ces premiers symptômes de défaillance. Quoi de plus contraire, d'ailleurs, au génie de la République ! La République n'est pas une propriété nationale que notre égoïsme puisse refuser aux autres peuples. C'est le droit armé en marche à travers l'Europe.

Pascal DUPRAT.

— Le *Moniteur* de ce matin 29, contient plusieurs nominations et plusieurs révocations dans l'ordre judiciaire. On pourra remarquer dans ces nouveaux choix des noms qui n'offrent pas toutes les garanties désirables. Nous engageons M. le ministre de la justice à faire porter ses choix sur des citoyens d'un caractère plus décidé. Sous un gouvernement républicain, ce n'est plus aux procureurs à obtenir la préférence ; il faut choisir des hommes à intelligence élevée, laborieux, intègres et au pas des principes républicains.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement le personnel des tribunaux qu'il faut changer ; il faut s'adresser surtout à la racine du mal. Serait-il possible de conserver dans une République ces lois et ces codes iniques, tous fabriqués à peu près au profit du privilège et pour fouler le prolétaire ?

MOUVEMENT REPUBLICAIN.

La République a été proclamée :

A Rouen, à Limoges, à Bourges, à Auxerre, à Corbeil, à Moulins, à Tours, à Blois, à Orléans, à Lyon, à Châlon-sur-Saône, à Mâcon, à Angoulême, à Ruffec, à Poitiers, à Bordeaux, au Mans, à Arras, à Amiens, à Valenciennes, à Saumur, à Angers, à Nantes, à Brest, à Reims, à Soissons, à Clermont, à Saint-Amand, à Montluçon, à Mont-aigu (route de Clermont), à Avignon, à Saint-Etienne, à Troyes, à Bar-sur-Aube, à Langres, à Chaumont, à Boulogne-sur-Mer, à Calais, à Nancy, à Saint-Dizier, à Vitry. Sur toute la route de Paris à Genève la République a été également proclamée.

Presque toutes les communes du ressort de ces villes ont suivi aussitôt l'impulsion donnée par les villes que nous venons de mentionner.

— A Toulouse, l'établissement des frères a été complètement saccagé.

La proclamation de la République a été inaugurée dans cette grande ville avec un immense enthousiasme.

— A Lyon, il y a eu d'abord une faible collision entre la troupe et les ouvriers ; mais bientôt toute résistance a cessé. L'enthousiasme est au comble.

— Les villes dont les noms suivent se sont pleinement associées au mouvement républicain. Ce sont :

Nogent-sur-Seine, Châtelleraut, Périgueux, Alençon, Caen, Saint-Brieuc, Saint-Lô, Saint-Quentin, le Havre, Metz, Mézières, Laon, Cambrai, Strasbourg, Romorantin, Issoudun, Melun, Châteauroux, Lachâtre, Nevers, Valence, Narbonne, Toulouse, Grenoble, Châlons-sur-Marne, Besançon, Montpellier, Nîmes, Bayonne, Perpignan, Mont-de-Marsan, Cherbourg, Moulins, Mont-Luçon, Foix, Chartres, Dreux, Niort, Fontenay-le-Comte, Bourbon-Vendée, Luçon.

Jusqu'à ce que nos services soient bien organisés, *Les Droits de l'Homme* ne paraîtront provisoirement que de 2 jours l'un. A samedi le second numéro. Avant quinze jours nous serons sûrement en mesure de paraître quotidiennement.

IMPRIMERIE DE EDOUARD BAUTRUCHE, RUE DE LA HARPE, 90.